

Venezuela: le défi incontournable pour l'Occident

Le drapeau iranien flotte déjà au centre-ville de Caracas. La direction démocratique de l'hémisphère ne peut pas l'ignorer. C'est une provocation qui nous oblige à agir.

La dévastation de la nation vénézuélienne est profonde et l'explosion de la situation est manifestement exposé: violation massive et systématique des droits de l'homme, pandémie au milieu d'un drame humanitaire, l'effondrement de l'économie et tous les services publics, une crise énergétique insoluble dans un pays qui était un paradigme mondial de l'industrie pétrolière.

Le Venezuela est un État défaillant. La tragédie est en vue et n'admet ni naïveté ni indifférence: l'absence totale de l'État de droit, perte progressive de contrôle sur le territoire et l'impossibilité de garantir un minimum de sécurité humaine dans de ses multiples dimensions.

Le Venezuela est également une nation occupée. L'anarchie croît avec la multiplicité des groupes criminels, dont des guérilleros colombiens, des cartels de la drogue et l'Hezbollah, qui conteste de vastes étendues de territoire et les ressources stratégiques du pays.

Dès le début de son action destructrice, le régime Chavista a cédé la place à une violation croissante de la souveraineté nationale. Des nombreux accords insondables avec Cuba ont assuré le pillage systématique des richesses et des avoirs et a établi le contrôle progressif cubain des Forces armées nationales et de l'appareil de renseignement et répression de la tyrannie.

La convergence des régimes autoritaires et des organisations terroristes et criminelles des sociétés transnationales ont organisé un enlèvement dans le but de piller une nation entière, alliance avec un conglomérat international d'hommes d'affaires et de financiers séditieux des prédateurs qui font la vie et cachent leurs capitales dans les métropoles des pays plus développés.

Simultanément, ces groupes se cachent derrière les "Exigences sociales" et construisent des façades politiques comme le Forum de Sao Paulo ou le Groupe Puebla qui conspiraient contre les institutions des pays qui s'y opposent.

La finalité financière et criminelle de l'occupation du Venezuela acquiert une dimension géopolitique critique pour comprendre le degré de participation des régimes russes, chinois et iranien dans la dynamique vénézuélienne et son objectif évident d'étendre son influence et les actions dans l'hémisphère, pour déstabiliser les démocraties occidentales.

Le maintien de la présence iranienne explicite au Venezuela démontre la radicalisation des alliances du cartel qui intimide le pays et sa décision de se retrancher au pouvoir.

Au niveau continental, cette situation affecte les intérêts les plus fondamentaux des démocraties des Amériques. L'Occident ne peut tolérer un État défaillant et criminel, occupé par des puissances non démocratiques et des groupes terroristes en dehors de la région, cœur du continent.

Globalement, cela représente une attaque au cœur même de la notion civilisatrice de démocratie libérale et représentative, et les valeurs de la culture occidentale. Il suffit de regarder les progrès de l'attaque institutionnelle en Espagne.

Les Vénézuéliens ont tout essayé pour vaincre le régime en 21 ans de lutte. Les résultats nous obligent à rejeter les mécanismes qui n'ont fait que les ont vissé au pouvoir. Nous avons essayé ceci:

1. Élections. Nous avons mené 29 processus électoraux et 15 référendums en 22 ans et chaque fois que le contrôle du régime sur les résultats a augmenté au point d'ignorer de manière illégitime ceux qui leur ont été opposés. Si non il n'y a pas la souveraineté nationale, il n'y a pas de possibilité de souveraineté populaire. Tandis que le régime est au pouvoir, il n'y aura pas d'élections, seulement de la farce.

2. Dialogues. Nous sommes arrivés à une douzaine d'initiatives de dialogue promues avec le afin de parvenir à une "solution négociée" avec la tyrannie. En épisodes successifs des "dialogues" avec certains représentants de l'opposition vénézuélienne, le régime se moquait du Vatican, de l'Union européenne et des ministres des Affaires étrangères de l'amérique latine. Ils n'ont jamais essayé de respecter les accords, ils voulaient juste gagner temps. Ils l'ont fait. En fait, le but de ces conversations est de supprimer les sanctions imposées par la communauté internationale, qui limitent les mouvements des membres des différentes mafias et leur réseau de figures de proue, et qui limitent les flux financiers de l'État hors la loi.

3. Insurrection militaire. Les Forces armées vénézuéliennes sont une institution processus de dissolution avec une mauvaise préparation opérationnelle. L'implacable l'infiltration d'agents cubains et russes et la dégénérescence mafieuse de leurs structure, ils ont réussi à neutraliser les membres qui conservent convictions démocratiques. La véritable efficacité de ces forces est qu'ils sont armés pour le renseignement, la répression et la propagande. Ce réseau de la surveillance et le contrôle y sont également investis, de sorte que les multiples tentatives d'insurrection menées par l'armée institutionnelle pour ignorant le régime criminel ont été infiltrés depuis leurs grossesses, avec des conséquences brutales en prison, torture et mort pour ses promoteurs.

4. Insurrection populaire. Nous avons exercé cette force au cours des 21 années de Régime Chavista. Les Vénézuéliens se sont courageusement affrontés avec cette société criminelle multinationale et nous avons déployé tous modalités de lutte citoyenne, malgré la répression, le contrôle social et les violence systématique contre des citoyens sans défense, qui ont laissé des milliers de blessés et morts. Aujourd'hui, la société vénézuélienne est toujours disposée à combattre, mais il est très clair qu'il est suicidaire de le faire sans le soutien de forces démocratiques occidentales, accompagnant une action commune.

Pour tout cela, il existe une seule alternative pour expulser définitivement le conglomérat criminel qui développe un conflit non conventionnel et totalement asymétrique contre les Vénézuéliens, et c'est la formation d'une coalition internationale qui déploie une Opération de paix et de stabilisation au Venezuela (OPE). Notre pays est envahi et occupé; la Nation est enlevé, brutalisé et pillé.

Chaque jour qui passe, les souffrances des Vénézuéliens augmentent avec les pertes incalculable et le régime progresse dans la déstabilisation de l'hémisphère.

Bien qu'il n'existe pas un "droit d'intervention", si "l'obligation d'intervenir et le droit de Protéger »(R2P). S'opposer à la présence au Venezuela d'une force de maintien de la paix international qui assiste à ce qui reste de nos institutions, y compris les restes du FAN professionnel pour reprendre le contrôle et pacifier le pays, est de condamner notre Nation à succomber à la domination totale des mafias.

Une opération de paix et de stabilisation (OPE) implique le défi de contrôler le territoire et de neutraliser un réseau complexe et organisé de gangs criminels et de groupes irréguliers, tout en stabilisant le pays et en récupérant ses capacités de production et l'état de droit. Il s'agit donc d'une "opération de paix à multiples facettes" qui doit comprendre au moins:

- a) le contrôle du territoire, la sécurité et le désarmement;**
- b) l'assistance humanitaire primaire;**
- c) la reconstruction des infrastructures d'urgence et des services publics;**
- d) le rétablissement de l'ordre public;**
- e) la promotion de l'état de droit;f) la réinstitutionnalisation démocratique du pays.**

D'un point de vue causal, la réussite de chacun de ces objectifs est une condition préalable pour le succès des autres.

Par conséquent, idéalement, cette opération de paix multiforme ne devrait pas être placée sous l'égide d'une organisation unique, mais composée d'une coalition d'alliés désireux et avec légitimité régionale dans le cadre du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), avec la participation d'organisations et de pays ayant différentes tâches complémentaire.

Pour les questions de sécurité et de désarmement, appuyez-vous sur la plateforme du TIAR (qui établit l'obligation d'assistance mutuelle et de défense commune des Républiques Américaines), en ce qui concerne la santé et la nutrition, les agences de l'ONU, pour la reconstruction des infrastructures, nous soutient dans les différents mécanismes interaméricains, et ont l'OEA, l'UE et l'ONU pour surveiller les droits de l'homme et la reconstruction de notre système électoral.

Il existe de nombreux exemples dans l'histoire d'interventions internationales réussies, mais il y a aussi de nombreux cas où l'aide est arrivée trop tard. Plus tard, l'opération est plus longue, plus complexe et plus coûteuse et c'est précisément ce qui passe au Venezuela.

L'hémisphère est allé dans la bonne direction en appliquant des sanctions aux dirigeants du régime et les sociétés d'État utilisées pour oxygéner l'appareil criminel. Les accusations récentes émises par la justice des États-Unis contre le plus haut hiérarchies du régime, des chefs d'accusation de trafic de drogue et de terrorisme, ainsi que l'opération multinationale anti-droque récemment déployée, composée de 22 pays, sont étapes fermes dans la construction d'une menace réelle à la tyrannie. Il localise notre combat sur le bon plan: forces démocratiques contre un conglomérat criminel.

Cependant, nous devons accélérer le rythme et procéder à de nouvelles actions:

- Le blocus total urgent des flux financiers et matériels du Venezuela vers Cuba, ainsi que l'interruption du réseau de télécommunications brouillant entre les deux régimes, qui soutient le contrôle et la présence

d'agents cubains dans les institutions névralgiques de l'État vénézuélien: les services de renseignement, ports, la gestion de la répression, les forces armées, les notaires, les national d'identification et, par conséquent, dans le système électoral.

- Élargir les capacités et la portée de l'opération multinationale anti-drogue actuellement déployés dans les Caraïbes, pour inclure dans ses pouvoirs le blocus naval et aérien de toutes les activités de pillage et de collaboration du régime vénézuélien avec des pouvoirs extra-continentaux et antidémocratiques.
- Combattre le système de censure et de propagande du régime à travers les médias haute technologie.
- Diriger une coalition pour la formation d'une opération de paix à multiples facettes pour la reprise et la transition démocratique au Venezuela.

Le phénomène naissant de la pandémie a causé d'énormes demandes internes à nos alliés. Sans aucun doute, une opération de paix et de stabilisation au Venezuela représente le plus grand défi pour l'Occident, avec les risques et les coûts qui y sont associés. Ce défi est justifié et ne peut être ajourné face aux conséquences dévastatrices pour la sécurité continentale du maintien d'un régime criminel qui avance chaque jour dans son objectif de saper les démocraties et les sociétés libres.

Les Vénézuéliens ne se reposeront pas tant que nous n'aurons pas atteint la pleine liberté et la souveraineté de notre pays. Nous allons transformer le Venezuela de l'enclave mondiale du crime qui est aujourd'hui, à une nation vigoureuse qui promeut la coexistence démocratique, la justice, les investissements, le commerce et le bien-être de tous ses citoyens.

La libération du Venezuela est essentielle pour arrêter le fonctionnement des forces criminelles contre l'Occident. Il ne s'agit pas seulement d'être solidaire avec les Vénézuéliens. Il s'agit que chacun assume sa responsabilité historique ou succombe à l'avancée de tant alliance sans scrupules. Il est entre nos mains de l'empêcher, c'est pourquoi nous devons agir ensemble, et faites-le maintenant.

Maria Corina Machado

Chef et Coordinatrice Nationale du parti Vente Venezuela

Twitter: @MariaCorinaYa